



COMITÉ CONSULTATIF SUR LES NOMINATIONS À LA MAGISTRATURE

R A P P O R T A N N U E L

pour la période du

1^{er} janvier 2019 au 31 mars 2020

Toronto (Ontario)
Mai 2023

ISSN 1198-7111 (Version bilingue imprimée)
ISSN 1923-8959 (Version anglaise sur Internet)
ISSN 1923-8967 (Version française sur Internet)

POUR COMMUNIQUER AVEC LE COMITÉ CONSULTATIF SUR LES NOMINATIONS À LA MAGISTRATURE

Les personnes qui souhaitent formuler des commentaires sur les procédures ou les critères de sélection du Comité consultatif sur les nominations à la magistrature sont priées de visiter le site Web <https://www.ontariocourts.ca/ocj/fr/jaac/> ou de les faire parvenir à l'adresse suivante :

Le président
Comité consultatif sur les nominations à la magistrature
3^e étage
720, rue Bay
Toronto (Ontario)
M7A 2S9
JAAC@ontario.ca

TABLE DES MATIÈRES

LETTRE D'ENVOI.....	iv
RÉSUMÉ.....	v
INTRODUCTION.....	vii
PARTIE I.....	1
ANALYSE DES NOMINATIONS À LA MAGISTRATURE.....	1
1.0 Juges nommés : du 1 ^{er} janvier 2019 au 31 mars 2020.....	1
2.0 Aperçu des nominations : du 1 ^{er} janvier 1989 au 31 mars 2020.....	1
3.0 Candidatures reçues	3
4.0 Statistiques relatives à la diversité.....	4
PARTIE II.....	5
LÉGISLATION.....	5
1.0 Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui concerne les tribunaux judiciaires.....	5
PARTIE III.....	7
CONFIDENTIALITÉ	7
1.0 Introduction.....	7
2.0 Renseignements sur les méthodes et procédures.....	7
3.0 Renseignements sur les personnes ayant posé leur candidature	8
PARTIE IV.....	9
CRITÈRES DE NOMINATION	9
1.0 Critères d'évaluation des candidats.....	9
PARTIE V.....	11
POLITIQUES ET PROCÉDURES RELATIVES AUX NOMINATIONS À LA MAGISTRATURE.....	11
1.0 Vue d'ensemble de la démarche	11
2.0 Formulaire de renseignements sur le candidat/la candidate à la magistrature ...	13
3.0 Références	15
4.0 Demandes et plaintes du Barreau et autres demandes et plaintes en instance .	15
5.0 Casier judiciaire	16
6.0 Directives sur les conflits d'intérêts.....	16

TABLES DES MATIÈRES (suite)

PART V (suite)

POLITIQUES ET PROCÉDURES RELATIVES AUX NOMINATIONS À LA MAGISTRATURE

7.0	Nouvelle entrevue des candidats.....	17
8.0	Avis de vacance et transfert après nomination	17
9.0	Changements dans la composition du Comité	18
10.0	Communications, éducation et marketing.....	19

PARTIE VI..... 20

PERSPECTIVES D'AVENIR..... 20

1.0	Recommandations de candidats	20
2.0	Relations publiques	20
3.0	Représentativité du Comité	21

RÉMUNÉRATION DES PERSONNES NOMMÉES..... 22

CONCLUSION..... 23

ANNEXES

ANNEXE I – Nominations effectuées de janvier 2019 à mars 2020.....	26
ANNEXE II – Statistiques relatives à la diversité sur les nominations effectuées – 1989 à 2020	27
ANNEXE III – Le Comité consultatif sur les nominations à la magistrature Biographies des membres.....	28

LETTRE D'ENVOI

Le 18 mai 2023

L'honorable Doug Downey
Procureur général de l'Ontario
720, rue Bay, 11^e étage
Toronto (Ontario)
M7A 2S9

Monsieur le Ministre,

Le Comité consultatif sur les nominations à la magistrature a l'honneur de vous remettre le présent rapport sur ses activités, pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 mars 2020, en application de l'article 43 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*.

Alors que les précédents rapports annuels du Comité couvraient jusqu'à maintenant une année civile, les nouveaux rapports annuels du Comité vont désormais porter sur l'exercice financier (du 1^{er} avril au 31 mars). Pour passer d'un rapport fondé sur une année civile à un rapport fondé sur un exercice financier, le présent rapport annuel couvre une période de 15 mois.

Ce document traite de toutes les questions importantes se rapportant aux recommandations de candidats aptes à être nommés à la Cour de justice de l'Ontario que le Comité présente à la procureure générale.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, nos salutations distinguées,

Le président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'R. Curran', with a long horizontal flourish extending to the right.

Rachel Curran

RÉSUMÉ

du 1^{er} janvier 2019 au 31 mars 2020

Depuis la création du Comité, 478 juges ont été nommés conformément aux recommandations du Comité. Sur ces nominations, 22 ont été effectuées entre le 1^{er} janvier 2019 et le 31 mars 2020.

Voici les faits saillants des activités du Comité :

- Nominations : les 22 juges nommés ont été choisis parmi des candidats recommandés par le Comité conformément au premier critère – l'excellence professionnelle – et aux autres critères énoncés dans le présent rapport. En plus de ces 22 nominations, le Comité continue de travailler sur 13 postes vacants en date de la fin mars 2020.
- Mesures législatives : des modifications apportées à la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, entrées en vigueur le 28 février 1995, ont créé le Comité consultatif sur les nominations à la magistrature et lui ont conféré un pouvoir législatif. Elles énoncent en détail la composition, les procédures, les critères de sélection et le caractère indépendant du Comité.
- Procédures et politiques : le Comité examine continuellement ses procédures et politiques, qui sont énoncées en détail dans le présent rapport.

En général, on ne considère pas pour une entrevue des candidats au sujet de qui des plaintes ont été déposées au Barreau et qui ne sont pas encore résolues. Il revient au candidat ou à la candidate de faire régler de telles plaintes; toutefois, si le Comité reçoit assez d'information indiquant que la plainte est frivole ou sans fondement, une telle plainte n'empêchera pas que le candidat ou la candidate soit considéré et passe une entrevue, mais la nomination de cette personne ne serait pas recommandée tant que la plainte n'aura pas été retirée.

En général, on ne considère pas pour une entrevue des candidats qui font l'objet de demandes relatives à des erreurs et omissions en instance à la Compagnie d'assurance de la responsabilité civile professionnelle des avocats. Il revient au candidat ou à la candidate de faire régler de telles demandes; toutefois, si le Comité reçoit assez d'information indiquant que la demande est sans fondement, une telle demande n'empêchera pas alors que la candidate ou le candidat soit considéré et passe une entrevue, mais la nomination de cette personne ne serait pas recommandée tant que la plainte n'aura pas été retirée.

Le Comité pourrait considérer la candidature d'une personne impliquée dans une réclamation ou procédure civile si, après avoir reçu les détails de l'instance, ses membres sont d'avis que celle-ci ne justifie pas le rejet de la candidature de la personne en question.

Le Comité doit être avisé de tout jugement civil en instance, de tout arriéré de pension alimentaire, de toute proposition passée ou présente faite à des créanciers ou cession de biens relative à une faillite, ainsi que de toute sanction prise par le Barreau de l'Ontario ou par tout autre barreau.

En général, le Comité ne considère pas pour une entrevue des candidats qui ont été reconnus coupables d'une infraction criminelle pour laquelle ils n'ont pas reçu une suspension du dossier.

INTRODUCTION

Le 15 décembre 1988, le procureur général de l'époque, le regretté Ian Scott, annonçait à l'Assemblée législative de l'Ontario la création, à titre de projet pilote, du Comité consultatif sur les nominations à la magistrature auquel il confiait la mission suivante :

D'une part, élaborer et recommander des critères généraux, valides et utiles pour la sélection des juges, afin d'assurer la sélection des meilleurs candidates et candidats; d'autre part, soumettre à une entrevue les candidates et candidats que le Comité aura choisis ou que le procureur général lui aura recommandés, et faire des recommandations.

Le 28 février 1995, la *Loi sur les tribunaux judiciaires* créait le Comité. Depuis lors, toutes les nominations à la Cour de justice de l'Ontario sont faites par le procureur général à partir d'une liste de candidats que le Comité lui a recommandés en se basant sur des critères, politiques et procédures précis. Ces critères, politiques et procédures sont décrits en détail dans les pages suivantes.

Entre la date de création du Comité et le 31 mars 2020, il y a eu 4 083 candidats au total, parmi lesquels 119 étaient de nouveaux candidats au cours de la période visée par le rapport.

Du 1^{er} janvier 2019 au 31 mars 2020, le Comité s'est réuni 13 fois pour choisir des candidats, mener des entrevues et mener à bien des activités diverses. Le Comité a fait passer des entrevues à 120 candidats et recommandé la candidature de 78 d'entre eux. De ce nombre, le procureur général a nommé 22 juges.

PARTIE I

ANALYSE DES NOMINATIONS À LA MAGISTRATURE

1.0 Juges nommés : du 1^{er} janvier 2019 au 31 mars 2020

Au cours de cette période, 22 juges ont été nommés suivant les recommandations du Comité. Si l'on tient compte des 456 nominations précédentes, on arrive à un nombre total de 478 juges nommés depuis la création du Comité en 1989. Toutefois, en tenant compte des diverses mutations et autres changements, il y avait 289 juges présidant à la Cour de justice de l'Ontario pendant la période visée par le rapport, à la suite des recommandations du Comité. Au total, la Cour de justice de l'Ontario compte 299 juges. Ainsi, plus de 97 % des juges provinciaux actuels ont été choisis par l'entremise du Comité.

La liste des 22 nouveaux juges nommés pendant la période visée par le rapport est consultable à l'annexe I.

Les personnes nommées sont âgées de 40 à 64 ans, et la moyenne d'âge est de 48 ans.

2.0 Aperçu des nominations : du 1^{er} janvier 1989 au 31 mars 2020

Les statistiques en matière de diversité concernant tous les juges nommés dans le cadre du processus de nomination du Comité sont présentées aux tableaux figurant à l'annexe II, qui indiquent aussi la date des nominations et l'expérience en droit des personnes nommées.

Le Comité continue d'encourager les candidatures de membres de groupes revendiquant l'égalité. Chaque annonce de poste vacant à la magistrature précise que :

La magistrature provinciale doit refléter la diversité de la population qu'elle sert. Nous encourageons les membres de groupes de promotion de l'égalité à présenter une demande.

Les annonces sont publiées dans le *Recueil de jurisprudence de l'Ontario* (*Ontario Reports*), qui touche un large public parmi les avocats de la province. Elles sont également affichées sur le site Web des Cours de l'Ontario à <https://www.ontariocourts.ca/oci/fr/jaac/>.

De plus, le Comité fait parvenir un avis anticipé des postes vacants à la magistrature à environ 223 associations de juristes et autres, comme l'Association du Barreau de l'Ontario, l'ARCH Disability Law Centre, les Aboriginal Legal Services of Toronto, l'Association canadienne des avocats noirs et la Metro Toronto Chinese and Southeast Asian Legal Clinic, et leur demande de porter cet avis à l'attention de leurs membres. Les annonces de postes vacants sont également envoyées par courriel à diverses associations (The Advocates' Society, Association nationale Femmes et Droit, L'Association du Barreau Canadien, Ontario Crown Attorneys Association, Ontario Trial Lawyers Association, Women's Law Association of Ontario, Canadian Muslim Lawyers Association, Indigenous Bar Association, L'Association des juristes d'expression française de l'Ontario, Criminal Lawyers Association), ainsi qu'aux cliniques juridiques et aux associations juridiques dans l'ensemble de l'Ontario. Les membres du Comité sont toujours disposés à assister (et, en fait, assistent) à des réunions des associations juridiques ou non juridiques pour discuter du processus de nomination et répondre aux questions sur les procédures et critères. Le Comité tient à ce que les membres de la profession et le grand public soient bien informés du processus de nomination à la magistrature.

3.0 Candidatures reçues

Le tableau suivant indique le nombre de candidatures reçues pour chaque poste à pourvoir annoncé en 2019-20 :

Poste à pourvoir	Date de l'annonce	Nombre total de candidatures reçues
Barrie (Criminelle)	10 mai 2019	89
Brampton (Criminelle)	28 février 2020	—*
Chatham (50 % Criminelle, 50 % Familiale)	10 janvier 2020	62
Gore Bay (75 % Criminelle, 25 % Familiale)	26 juillet 2019	29
Hamilton (Criminelle)	28 juin 2019	81
Kitchener (Criminelle)	14 février 2020	121
Kitchener (Criminelle-Bilinguisme est un atout, mais n'est pas obligatoire) (Annoncé de nouveau – poste annoncé précédemment comme Bilingue le 13 juillet 2018)	14 février 2020	103
Kitchener-Guelph (Criminelle)	14 février 2020	108
Lindsay (Criminelle)	18 janvier 2019	64
London (Criminelle)	19 juillet 2019	55
Milton (Criminelle)	5 avril 2019	111
Newmarket (Criminelle)	10 mai 2019	110
Oshawa (Criminelle)	8 janvier 2019	108
Owen Sound (50 % Criminelle, 50 % Familiale)	4 janvier 2019	51
Sioux Lookout (50 % Familiale, 50 % Criminelle) (Abandonné – réannoncé le 20 mars 2020)	26 avril 2019	32
Sioux Lookout (50 % Familiale, 50 % Criminelle)	20 mars 2020	—*
St. Catharines (Criminelle)	16 août 2019	61
Toronto (Criminelle) (2) (+ 4 pas annoncés**, dont 2 ont été pourvus plus tard après l'annonce du 24 janvier 2020)	8 février 2019	173
Toronto (Criminelle) (3) (+ 2 pas annoncés** – poste non pourvu après l'annonce du 8 février 2019)	24 janvier 2020	186
Welland (Criminelle-Bilingue)	28 juin 2019	12
Windsor (Criminelle) (+ 1 pas annoncé**)	10 janvier 2020	47

* Annonce du poste close au cours de la prochaine période de rapport. Le nombre de candidatures reçues sera indiqué dans le rapport annuel de 2020-21.

** En vertu du paragraphe 1.0 (7) des Politiques et procédures du Comité, ce dernier peut sauter l'étape de l'annonce des autres postes.

4.0 Statistiques relatives à la diversité

Le 6 juillet 2017, le Comité a ajouté dans sa formule de renseignements sur le candidat une section sur la diversité où le candidat peut s'auto-identifier.

Le tableau ci-dessous indique les totaux pour chacune des catégories sélectionnées par des candidats qui se sont auto-identifiés pendant la période de rapport 2019-20[†] :

Auto-identification	Candidats*	Pourcentage du total des candidats (435)**	Nominations	Pourcentage du total des nominations (22)
Femmes	214	49.2 %	14	63.6 %
Francophones	17	3.9 %	0	0
Autochtones	21	4.8 %	4	18.2 %
Minorités visibles	57	13.1 %	3	13.6 %
Personnes avec handicap	17	3.9 %	0	0
Groupe ethnique/ culturel	87	20.0 %	2	9.1 %
LGBTQ2	14	3.2 %	2	9.1 %

† Les candidats ne sont inclus pour ces postes vacants que si des entrevues ont eu lieu pendant la période visée par le rapport. Les candidats à des postes pour lesquels des entrevues n'ont pas encore eu lieu seront inclus dans le prochain rapport annuel.

* Un candidat peut s'auto-identifier dans plus d'une catégorie.

** Les candidats qui ont postulé pour plus d'un endroit pendant la période visée par le rapport ne sont comptés qu'une seule fois dans ce total.

PARTIE II

LÉGISLATION

1.0 Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui concerne les tribunaux judiciaires

Les modifications apportées à la *Loi sur les tribunaux judiciaires* ont reçu la sanction royale en juin 1994 et ont été proclamées le 28 février 1995. L'article 43 de cette loi porte sur le Comité consultatif sur les nominations à la magistrature, et se lit comme suit :

« *Comité consultatif sur les nominations à la magistrature*

43. (1) Est créé un comité appelé Comité consultatif sur les nominations à la magistrature en français et Judicial Appointments Advisory Committee en anglais.

Composition

- (2) Le Comité se compose :
- a) de deux juges provinciaux, nommés par le juge en chef de la Cour de justice de l'Ontario;
 - b) de trois avocats, dont l'un est nommé par le Barreau de l'Ontario, un autre par l'Association du barreau canadien (Ontario) et le dernier par la Fédération des Associations du Barreau de l'Ontario;
 - c) de sept personnes qui ne sont ni juges ni avocats, nommées par le procureur général;
 - d) d'un membre du Conseil de la magistrature, nommé par celui-ci. 2018, chap. 8, annexe 15, par. 8 (2).

Critères

- (3) Au moment de la nomination des membres effectuée aux termes des alinéas (2) b) et c), l'importance qu'il y a de refléter, dans la composition du Comité, la dualité linguistique de l'Ontario et la diversité de sa population et de garantir un équilibre général entre les deux sexes est reconnue.

Mandat

- (4) Le mandat des membres est de trois ans et peut être renouvelé.
- (5) ABROGÉ : 2017, chap. 2, annexe 2, par. 6 (1).

Présidence

- (6) Le procureur général désigne un des membres à la présidence du Comité pour un mandat de trois ans.

Mandat

- (7) La même personne peut siéger comme président pendant plusieurs mandats.

Mission

- (8) Le Comité a pour mission de faire des recommandations au procureur général en ce qui concerne la nomination des juges provinciaux.

Mode de fonctionnement

- (9) Le Comité remplit sa mission de la façon suivante :
1. Lorsqu'un poste à la magistrature devient vacant et que le procureur général demande au Comité de faire une recommandation, celui-ci annonce le poste et examine toutes les demandes.
 2. Pour chaque poste à la magistrature qui est vacant et à l'égard duquel une recommandation est demandée, le Comité présente au procureur général une liste, selon un ordre de préférence, d'au moins deux candidats qu'il recommande, accompagnée d'un bref exposé des raisons à l'appui de ses recommandations.
 3. Le Comité procède à l'annonce et à l'examen des demandes conformément aux critères qu'il a établis, notamment l'évaluation de l'excellence professionnelle, la sensibilisation aux questions communautaires et les caractéristiques personnelles de candidats ainsi que la reconnaissance du fait qu'il est souhaitable que les nominations à la magistrature reflètent la diversité de la société ontarienne.
 4. Le Comité peut recommander des candidats qui ont subi une entrevue au cours de l'année précédente, s'il n'y a pas assez de temps pour procéder à une nouvelle annonce et à un nouvel examen.

Qualités requises

- (10) Le Comité ne peut prendre en considération la demande d'un candidat que s'il est membre du barreau d'une des provinces ou d'un des territoires du Canada depuis au moins dix ans ou qu'il est, pour une période totale d'au moins dix ans, membre d'un tel barreau ou juge n'importe où au Canada après avoir été membre d'un tel barreau.

Recommandation du procureur général

- (11) Le procureur général ne recommande au lieutenant-gouverneur en conseil en vue d'une nomination à un poste à la magistrature qu'un candidat qui a été recommandé pour ce poste par le Comité aux termes du présent article.

Rejet de la liste

- (12) Le procureur général peut rejeter les recommandations du Comité et exiger que celui-ci présente une nouvelle liste.

Rapport annuel

- (13) Le Comité établit un rapport annuel, qu'il présente au procureur général et qu'il met à la disposition du public. 2017, chap. 34, annexe 46, art. 10.

Idem

- (14) Le Comité inclut dans le rapport annuel les éléments supplémentaires qu'exige le procureur général. 2017, chap. 34, annexe 46, art. 10.

Dépôt du rapport annuel

- (14.1) Le procureur général dépose le rapport annuel du Comité devant l'Assemblée. 2017, chap. 34, annexe 46, art. 10.

Immunité

- (15) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre le Comité ou un de ses membres pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs ou fonctions du Comité ou pour une négligence ou un manquement commis dans l'exercice de bonne foi de ces pouvoirs ou fonctions. 2017, chap. 2, annexe 2, par. 6 (2). »

PARTIE III

CONFIDENTIALITÉ

1.0 Introduction

Le Comité consultatif sur les nominations à la magistrature a adopté les deux principes fondamentaux suivants concernant la confidentialité des renseignements en sa possession :

- (a) tous les renseignements relatifs aux méthodes et procédures générales du Comité sont à la disposition de quiconque souhaite les consulter;
- (b) les renseignements personnels sur les candidats sont confidentiels, à moins qu'ils ne soient divulgués par les candidats eux-mêmes.

2.0 Renseignements sur les méthodes et procédures

La *Loi sur les tribunaux judiciaires*, en vertu des modifications apportées en 1995, exige que le Comité soit composé de 13 membres, dont la majorité doit être des personnes qui ne sont ni juges, ni avocats. Les organismes chargés des nominations doivent reconnaître l'importance qu'il y a de refléter la diversité de la population de l'Ontario dans la composition du Comité et de garantir un équilibre général tenant compte de la dualité linguistique de la province, de la représentation des minorités et de l'équilibre entre les deux sexes.

Le présent rapport précise les critères et les méthodes de sélection des candidats.

Les membres du Comité font des présentations auprès d'organismes ou lors de conférences juridiques afin d'informer les membres de la profession et du public du processus de nomination et sont convaincus que ce processus doit être ouvert et transparent.

3.0 Renseignements sur les personnes ayant posé leur candidature

Autant il est ouvert à l'égard des renseignements mentionnés dans l'article précédent, autant le Comité veille soigneusement à protéger le caractère confidentiel des renseignements concernant les candidats. À cette fin, il prend les mesures suivantes :

- (1) les renseignements délicats sont gardés en lieu sûr;
- (2) le jour des entrevues, les candidats n'ont pas l'occasion de se rencontrer;
- (3) les dossiers des candidats et les notes des membres sont détruits ou déchiquetés dès que possible après que les candidats ont été nommés;
- (4) les personnes citées en référence par les candidats sont avisées que tous les renseignements fournis seront maintenus confidentiels par le Comité;
- (5) les avocats, juges, agents des tribunaux et représentants communautaires avec lesquels le Comité communique pour des enquêtes confidentielles sont avisés que leur nom ne sera pas associé à leurs commentaires confidentiels;
- (6) l'accès aux dossiers du Comité est strictement interdit à toute personne externe, y compris aux fonctionnaires qui ne sont pas associés au Comité;
- (7) le Comité tient ses réunions et ses entrevues ailleurs que dans les locaux du gouvernement.

PARTIE IV

CRITÈRES DE NOMINATION

Il importe que les membres du barreau admissibles et le grand public soient au courant des critères retenus par le Comité pour choisir les candidats qu'il recommande. C'est pourquoi, par souci de commodité, ces critères sont repris dans le présent rapport annuel.

Voici le résumé des critères actuellement en vigueur :

1.0 Critères d'évaluation des candidats

Excellence professionnelle

- L'excellence professionnelle constitue le principal critère d'évaluation des candidats.
- Haut niveau de réussite professionnelle dans le ou les secteurs juridiques dans lesquels le candidat a exercé son activité. Il est souhaitable, sans être indispensable, que le postulant ait de l'expérience dans le domaine du droit qui est de la compétence de la Cour de justice de l'Ontario où il souhaite être nommé.
- Participation aux activités professionnelles qui permettent de se tenir au courant de l'évolution du droit et de l'administration de la justice.
- Engagement confirmé à poursuivre une formation continue en droit.
- Intérêt pour les volets administratifs des attributions d'un juge ou une certaine aptitude à cet égard.
- Capacité de bien écrire et de bien communiquer.

Conscience communautaire

- Engagement à l'égard du service public.
- Conscience des problèmes sociaux à l'origine des affaires portées devant les tribunaux et intérêt pour ces questions.

- Sensibilité à l'évolution des valeurs sociales relatives aux questions criminelles et familiales.
- Intérêt pour les méthodes de règlement des différends offrant une solution de rechange aux jugements formels ainsi que pour les ressources communautaires pouvant intervenir dans le processus de règlement des affaires.

Qualités personnelles

- Aptitude à écouter.
- Respect de la dignité essentielle des personnes, sans égard à leur situation.
- Politesse et considération pour autrui.
- Conscience morale et valeurs éthiques exemplaires.
- Capacité de prendre rapidement des décisions.
- Patience.
- Ponctualité et bonnes habitudes régulières de travail.
- Réputation d'intégrité et d'équité.
- Compassion et empathie.
- Absence de manières pompeuses et de tendances à l'autoritarisme.

Considérations démographiques

- La magistrature de la Cour de justice de l'Ontario devrait être représentative de la population qu'elle sert. Le Comité est conscient de la question de la sous-représentation dans l'effectif judiciaire des femmes, des Autochtones, des minorités visibles et ethniques/culturelles, des membres du groupe des LGBTQ2 et des personnes handicapées.

PARTIE V

POLITIQUES ET PROCÉDURES RELATIVES AUX NOMINATIONS À LA MAGISTRATURE

La procédure ci-dessous décrit toutes les étapes que suit le Comité pour arriver à ses recommandations :

1.0 Vue d'ensemble de la démarche

1. Annonce de la vacance

Tous les sièges vacants sont annoncés dans le *Recueil de jurisprudence de l'Ontario (Ontario Reports)*. Les personnes intéressées disposent de trois semaines pour envoyer leur dossier de candidature. Outre ces annonces, le Comité fait parvenir un avis anticipé de la vacance à près de 223 associations juridiques et non juridiques intéressées en leur demandant de porter cet avis à l'attention de leurs membres. Ces annonces sont également affichées sur le site Web des Cours de l'Ontario à <https://www.ontariocourts.ca/ocj/fr/jaac/>. Les personnes intéressées peuvent s'inscrire sur le site Web pour recevoir des avis de sièges vacants par courriel.

2. Examen des demandes par les membres

Chaque membre reçoit une liste de tous les candidats qui ont répondu à l'annonce et des copies de tous les formulaires de renseignements sur le candidat ou la candidate qui sont nouveaux ou ont été mis à jour. Les membres examinent et évaluent soigneusement les demandes et dressent la liste des candidats qu'ils estiment aptes à passer à l'étape suivante : le contrôle des références et les demandes de renseignements confidentielles. Ils remettent cette liste à la secrétaire du Comité, qui se charge de compiler une liste maîtresse des candidats choisis par au moins cinq membres. Ces candidats feront l'objet d'un contrôle des références et de demandes de renseignements confidentielles. Si un membre du Comité prouve que l'on a omis de sélectionner, pour le contrôle des références et la demande de renseignements confidentielle, une candidate ou un candidat qui possède les qualités requises pour la nomination à un poste de juge, ce membre peut demander au Comité que l'on ajoute à la liste le nom de la personne en question.

3. Contrôle des références et demandes de renseignements confidentielles

Chaque membre reçoit une liste de candidats sélectionnés par au moins cinq membres du Comité. Le contrôle des références et les demandes de renseignements confidentielles sont ensuite effectués, sauf si ce processus a déjà été suivi au cours des deux dernières années relativement à un autre poste vacant. Ces demandes de renseignements peuvent être adressées à des juges, des agents des tribunaux, des avocats, des associations juridiques ou des organisations de services sociaux ou communautaires de même qu'aux personnes que le candidat a citées comme références. Après cette étape, les membres du Comité se réunissent pour discuter de l'information obtenue et choisir les candidats qui seront convoqués à des entrevues.

Cette réunion de sélection a généralement lieu de trois à quatre semaines après que les membres ont reçu la liste des candidats à examiner. Les entrevues ont lieu environ trois semaines après la réunion de sélection.

4. Entrevues

Habituellement, 16 candidats au plus sont convoqués à des entrevues qui s'échelonnent sur deux jours. Chaque entrevue dure environ 30 minutes. Normalement, tous les membres du Comité assistent à chaque entrevue. Pour poser les questions, les membres du Comité interrogent à tour de rôle les postulants. Après chaque entrevue, le Comité discute des mérites de la candidate ou du candidat. Après la dernière entrevue pour un poste vacant donné, les membres du Comité examinent les mérites respectifs des candidats qui viennent de passer une entrevue et de ceux qu'ils ont déjà interrogés à l'occasion d'une autre vacance dans l'année qui précède et qui ont présenté une demande pour le nouveau poste à combler.

5. Recommandations au procureur général

En vertu de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, pour chaque poste qui est vacant, le Comité présente au procureur général une liste, selon un ordre de préférence, d'au moins deux candidats qu'il recommande ainsi que de brèves raisons à l'appui. De plus, la liste est accompagnée du formulaire de candidature présentée par chaque candidat.

La liste des candidats recommandés n'est remise au procureur général que lorsque les résultats positifs des contrôles exigés auprès du Barreau, de LawPRO et du CIPC ont été obtenus. Ces résultats sont habituellement reçus dans les trois semaines qui suivent les entrevues.

C'est à ce stade que prend fin le travail du Comité. Le Comité n'avise pas les candidats que leur nom figure ou non sur la liste restreinte présentée au procureur général, puisqu'il s'agit d'une recommandation personnelle et confidentielle à l'intention du procureur général.

6. Vacances imprévues

Le Comité a mis en place une procédure qui permet d'éviter les retards à combler les vacances imprévues, comme dans le cas d'une démission, d'une maladie ou d'une mort subites. En pareil cas, à la demande du procureur général, le Comité peut recommander des candidats qui ont déjà présenté des demandes pour la région du poste à combler et ont passé une entrevue, sans annoncer la vacance. Cette procédure s'applique uniquement aux régions pour lesquelles des candidats ont déjà passé une entrevue au cours de l'année précédente. Toutefois, le Comité préfère annoncer les sièges vacants et ne déroge à cette procédure que dans de rares circonstances.

7. Entrevue pour plus d'un poste

Parfois, après qu'une vacance a été annoncée et que la procédure de sélection est en cours, d'autres postes deviennent vacants dans la même région et pour le même domaine du droit. Dans ces circonstances, pour gagner du temps, le Comité peut sauter l'étape de l'annonce des autres postes. Les membres évalueront alors les personnes qui ont posé leur candidature pour le poste annoncé et décideront lesquels de ces candidats seront retenus pour les étapes suivantes de la sélection, pour tous les postes.

2.0 Formulaire de renseignements sur le candidat/la candidate à la magistrature

1. Tous les candidats doivent soumettre un exemplaire à jour dactylographié du « formulaire de renseignements sur le candidat/la candidate », qui a été conçu de manière à obtenir des renseignements qui ne figurent habituellement pas dans un *curriculum vitae* ordinaire. Il s'agit notamment de la nature des travaux juridiques que le candidat ou la candidate a effectués et de l'expérience qu'il ou elle a acquise dans l'exercice de ses fonctions, y compris l'expérience préalable à leur entrée dans le secteur du droit. Les candidats expliquent aussi pourquoi ils souhaitent devenir juges et évaluent leurs propres qualités à cet égard.

La demande des candidats qui transmettent un *curriculum vitae* ordinaire et refusent de remplir le formulaire du Comité sera rejetée, sans être examinée.

2. Les candidats doivent remettre 14 copies du formulaire de renseignements à jour et joindre à leur première demande une copie de chacun des formulaires dûment signés d'autorisation de sécurité, de divulgation de renseignements, et d'autorisation de divulguer. Par la suite, ils envoient une lettre en 14 exemplaires chaque fois qu'ils demandent que leur candidature soit examinée en vue de combler une vacance donnée. Les candidats qui souhaitent modifier une information sur leurs demandes devront remettre 14 copies du formulaire de renseignements entièrement révisés.
3. Les candidats doivent envoyer une demande pour chaque vacance annoncée qui les intéresse, sauf s'ils ont présenté une demande au cours des 12 derniers mois, auquel cas ils peuvent envoyer une lettre. Le Comité n'examine pas d'office les demandes versées aux dossiers. Les personnes intéressées doivent présenter une nouvelle demande un an après la date de leur demande précédente.
4. Le Comité ne tiendra pas compte de demandes qui :
 - ne figurent pas sur le formulaire **actuel** de renseignements sur le candidat/la candidate;
 - sont présentées par lettre plus de 12 mois après la date du plus récent formulaire de demande du candidat;
 - sont reçues après la date de clôture indiquée dans l'annonce d'emploi.
5. Un accusé de réception est envoyé pour chaque demande donnant suite à la parution d'une annonce de poste vacant à la magistrature. Cependant, le Comité **n'informe pas** les candidats s'ils n'ont pas été retenus pour une entrevue. Au contraire, la lettre d'accusé de réception précise aux candidats : [traduction] « *Si vous êtes sélectionné(e) pour une entrevue, nous communiquerons par téléphone avec vous dans la semaine du ...* ».
6. Les candidats qui ont passé une entrevue au cours des 12 derniers mois ne seront pas nécessairement convoqués à une nouvelle entrevue; en se fondant sur l'entrevue précédente, le Comité examinera la candidature de toute personne qui a demandé que sa demande soit considérée pour le siège vacant annoncé.
7. Les candidats qui ont passé une entrevue à cette occasion ou lors d'une occasion précédente et qui ont demandé que leur candidature soit examinée pour une vacance donnée qui a été annoncée **ne sont pas** informés si leur nom a été ajouté à la liste soumise au procureur général. De la même façon, le Comité n'informe pas les candidats lorsqu'il a terminé son travail pour une vacance donnée à la magistrature et présenté une liste des candidats recommandés au procureur général.

3.0 Références

1. Le Comité demande aux candidats de ne pas joindre de lettres d'appui et de ne pas en faire envoyer.
2. Le Comité demande aux candidats de fournir les noms, adresses de courriel et postales complètes (personnelle et professionnelle), y compris les codes postaux, les numéros de téléphone à domicile et au bureau des personnes qu'ils ont citées pour fournir des références. Les candidats doivent s'assurer de l'exactitude des renseignements fournis avant d'envoyer leur formulaire. Étant donné que les membres qui contrôlent les références le font souvent en soirée et pendant les fins de semaine, il est primordial d'indiquer le numéro de téléphone à domicile des personnes dont le nom a été donné en référence.
3. Le Comité envoie à toutes les personnes mentionnées en référence une lettre pour les informer qu'une candidate ou un candidat a soumis leur nom et qu'un membre du Comité pourrait communiquer avec elles. Il indique également qu'elles ne sont pas tenues de communiquer par écrit avec le Comité et joint une liste des membres.
4. Le Comité garde en toute confidentialité les renseignements fournis par les personnes dont le nom est donné comme référence et obtenus grâce à des demandes de renseignements confidentielles.

4.0 Demandes et plaintes du Barreau et autres demandes et plaintes en instance

1. Membres du Barreau : pour être admissibles, les candidats doivent avoir été membres d'un barreau provincial ou territorial au Canada pendant au moins 10 ans, ou, pendant au moins 10 ans au total, avoir été membres d'un tel barreau ou exercé les fonctions de juge n'importe où au Canada, après avoir été membres en règle dudit barreau, et en être actuellement un membre en règle.
2. Plaintes relatives à la pratique : En général, on ne considère pas pour une entrevue des candidats au sujet de qui des plaintes ont été déposées au Barreau et qui ne sont pas encore résolues. Il revient au candidat ou à la candidate de faire régler de telles plaintes; toutefois, si le Comité reçoit assez d'information indiquant que la plainte est frivole ou sans fondement, une telle plainte n'empêchera pas que le candidat ou la candidate soit considéré et passe une entrevue, mais la nomination de cette personne ne serait pas recommandée tant que la plainte n'aura pas été retirée.

3. Si le Barreau de l'Ontario ou tout autre barreau a pris des sanctions contre un candidat ou une candidate, le Comité tient compte des circonstances. Le Comité décide alors s'il y a lieu ou non de considérer la candidature de cette personne à une nomination à la magistrature.
4. Demandes relatives à des erreurs et omissions : En général, on ne considère pas pour une entrevue des candidats qui font l'objet de demandes relatives à des erreurs et omissions en instance à la Compagnie d'assurance de la responsabilité civile professionnelle des avocats. Il revient au candidat ou à la candidate de faire régler de telles demandes; toutefois, si le Comité reçoit assez d'information indiquant que la demande est sans fondement, une telle demande n'empêchera pas alors que la candidate ou le candidat soit considéré et passe une entrevue, mais la nomination de cette personne ne serait pas recommandée tant que la plainte n'aura pas été retirée.
5. Demandes ou jugements en matière civile : Le Comité pourrait considérer la candidature d'une personne impliquée dans une réclamation ou procédure civile si, après avoir reçu les détails de l'instance, ses membres sont d'avis que celle-ci ne justifie pas le rejet de la candidature de la personne en question.
6. Autres questions financières : Le Comité doit être avisé de tout jugement civil en instance, de tout arriéré de pension alimentaire, de toute proposition passée ou présente faite à des créanciers ou de cession de biens relative à une faillite, ainsi que de toute difficulté financière grave éprouvée par une candidate ou un candidat.
7. De plus, si un candidat ou une candidate fait l'objet d'une ordonnance d'un tribunal, le Comité doit en être avisé.

5.0 Casier judiciaire

En général, le Comité ne considère pas pour une entrevue des candidats qui ont été reconnus coupables d'une infraction criminelle pour laquelle ils n'ont pas reçu une suspension du dossier.

6.0 Directives sur les conflits d'intérêts

1. Le Comité n'examinera aucune demande de nomination à la magistrature présentée par un député ou une députée qui est membre du parti politique du gouvernement au pouvoir. Les anciens députés membres du parti politique au pouvoir peuvent poser leur candidature deux ans après avoir quitté leurs fonctions à l'Assemblée législative.

2. Les membres du Comité ne peuvent pas soumettre de demande de nomination à la Cour de justice de l'Ontario pendant deux ans à partir de la date à laquelle ils cessent de siéger au Comité.
3. Le nom d'aucun membre actif du Comité ne peut être donné comme référence par un candidat ou une candidate qui présente une demande de nomination à la Cour de justice de l'Ontario.
4. Les membres du Comité qui estiment avoir un parti pris ou un préjugé, réel ou apparent, à l'égard d'une candidate ou d'un candidat doivent faire part de ce conflit et s'abstenir de participer à l'évaluation, à l'interrogatoire et à l'examen du dossier de la candidate ou du candidat.

7.0 Nouvelle entrevue des candidats

Le Comité conserve de registre des candidats qui ont déjà été recommandés, mais n'ont pas été nommés, ou qui ont passé une entrevue mais n'ont pas été recommandés.

Le Comité peut ne pas estimer nécessaire de convoquer à une nouvelle entrevue les candidats qui en ont déjà passé une au cours des douze mois précédents. S'ils demandent par écrit que leur candidature soit examinée pour le siège vacant, ces candidats seront comparés et classés avec les autres personnes ayant passé des entrevues pour le siège en question. Néanmoins, le Comité se réserve le droit de convoquer une candidate ou un candidat à une nouvelle entrevue, et il se prévaut de cette prérogative lorsqu'il l'estime approprié.

8.0 Avis de vacance et transfert après nomination

Lorsqu'un siège de la magistrature de la Cour de justice de l'Ontario devient vacant, le juge en chef de la Cour de justice de l'Ontario, après avoir tenu compte des ressources nécessaires à l'échelle de la province, établit le lieu du siège à pourvoir et en informe le procureur général. Ce dernier demande alors au Comité de déclencher le processus d'identification des candidats aptes à être nommés à la magistrature pour être en mesure de présenter des recommandations.

En raison du nombre important de demandes de transfert, le juge en chef a avisé le Comité que même si le juge en chef conserve le pouvoir discrétionnaire d'affecter les juges selon les besoins de la Cour en tout temps, la Cour de justice de l'Ontario a pour politique générale de ne pas prendre en compte une demande de changement permanent d'affectation présentée par une ou un juge dans les

cinq ans suivant sa nomination. Avant de déclarer qu'un poste à la magistrature est vacant, les besoins de la Cour et l'engagement à long terme auprès de la collectivité concernée font l'objet d'un examen et d'une évaluation. Il s'agit d'un engagement pris à la fois par la Cour et par la ou le juge nommé à ce poste. En général, lorsque quelqu'un est nommé à la magistrature dans un tribunal local, si cette personne ne demeure pas déjà dans la collectivité en question ou à proximité, la Cour s'attend à ce qu'elle déménage rapidement après sa nomination pour s'installer dans la collectivité en question ou à une distance raisonnable de celle-ci. Après avoir siégé pendant cinq ans à ce poste, le ou la juge peut demander son transfert. S'il y a alors un poste vacant, cette demande sera examinée avec celles présentées par d'autres juges souhaitant être affectés au même endroit. D'autres facteurs interviendront également, notamment les besoins des localités en question et l'opinion du juge principal régional et des autres juges de la région.

9.0 Changements dans la composition du Comité

En 2019, M. Fareed Amin a été nommé pour un autre mandat à titre de président du Comité par le procureur général.

Les mandats de membre de Mme Sylvie Beauvais, de Mme Kathleen O'Keefe et de M. Gabriel Tremblay ont expiré le 28 février 2019. Mme Rachel Curran, M. Trevor Townsend et Mme Karin Vogt ont été nommés comme membre non juristes par le procureur général pour les remplacer.

M. Jean Hébert a terminé son mandat le 6 avril 2019; le procureur général a nommé M. Edward Langley, un membre non juriste, pour combler cette vacance.

En outre, le mandat de Mme Asha Luthra comme membre non juriste a pris fin le 31 août 2019.

Chacun des membres ayant quitté leur siège a servi le Comité avec grand dévouement; ils ont tous apporté une contribution inestimable. M. Tremblay avait siégé au Comité durant 15 ans.

10.0 Communications, éducation et marketing

Le Comité

- ▶ a fait savoir à près de 218 organismes, y compris des facultés de droit, que certains de ses membres assisteraient volontiers à leurs réunions pour expliquer son mandat, ses critères et ses procédures. Cette offre s'applique également aux organisations juridiques et non juridiques;
- ▶ a fait des présentations lors de diverses réunions de la profession juridique et devant des associations, dont l'Institut annuel et des réunions du conseil d'administration de l'Association du Barreau de l'Ontario;
- ▶ a fait des présentations dans des écoles et des universités.

PARTIE VI

PERSPECTIVES D'AVENIR

1.0 Recommandations de candidats

Même si le Comité est convaincu que l'expérience de la plaidoirie est importante, il estime qu'il convient d'appliquer tous les critères lors de l'évaluation des mérites de chaque postulant. C'est pourquoi il a recommandé de temps à autre et continuera de recommander des personnes qui ne sont pas des avocats plaidants, mais qui ont fait preuve d'excellence professionnelle dans d'autres secteurs du droit.

Le Comité a continué d'augmenter le nombre d'entrevues chaque fois qu'un poste devient vacant. En incluant tous les candidats ayant passé une entrevue au cours des douze derniers mois, un plus grand nombre de personnes ayant des antécédents diversifiés est pris en compte aux fins d'une recommandation au procureur général sur une liste classée par ordre de priorité. L'excellence professionnelle continue d'occuper une place prioritaire aux yeux du Comité.

2.0 Relations publiques

Le Comité reconnaît clairement que les relations communautaires font partie de ses attributions et, à ce titre, il continuera d'inviter des candidats de diverses sections sous-représentées du secteur juridique à présenter des demandes. Il étudie les moyens de communiquer avec toutes les personnes ayant les compétences requises afin de les encourager à poser leur candidature à un poste de juge de la Cour de justice de l'Ontario.

En dépit d'une augmentation constante du nombre d'étudiants provenant de communautés traditionnellement sous-représentées choisissant la profession juridique, le Comité reconnaît qu'il existe un certain nombre d'obstacles, tant matériels que sociaux, à surmonter avant que le nombre d'étudiants soit assez important pour permettre à l'Ontario d'atteindre son objectif, c'est-à-dire d'avoir une magistrature vraiment représentative de sa population.

Le Comité s'est rendu compte que souvent, les candidats des divers groupes désignés ne se représentent pas à un poste vacant à la magistrature si leur première tentative s'est soldée par un échec. Le Comité encourage tous les avocats et avocates détenant les qualités requises à se porter candidats et à continuer de le faire s'ils visent une nomination à la magistrature.

Le Comité s'inquiète du nombre de nouvelles candidatures. Bien que ces candidatures soient toutes de haut niveau, le Comité croit que, pour une raison inconnue, de nombreuses autres personnes, possédant les qualités requises, ne posent pas leur candidature.

Le Comité est d'avis que les membres de la profession, les groupes communautaires et le public en général doivent encourager les avocats compétents à présenter des demandes.

Le Comité reconnaît qu'il doit redoubler d'efforts pour encourager les membres qualifiés des groupes sous-représentés à poser leur candidature.

3.0 Représentativité du Comité

Il est important que la représentation au sein du Comité soit aussi diversifiée que possible. Le paragraphe 43(3) de la loi modifiée établit les critères suivants pour les membres du Comité :

Au moment de la nomination des membres [...], l'importance qu'il y a de refléter, dans la composition du Comité, la dualité linguistique de l'Ontario et la diversité de sa population et de garantir un équilibre général entre les deux sexes est reconnue.

Bien que sa composition ne puisse pas toujours refléter en tout temps l'ensemble des groupes, le Comité reconnaît qu'un juste équilibre enrichit ses délibérations.

Il incombe au procureur général de nommer la plupart des membres du Comité, mais le Barreau de l'Ontario, le juge en chef, l'Association du Barreau de l'Ontario, la Fédération des Associations du Barreau de l'Ontario et le Conseil de la magistrature de l'Ontario doivent continuer de nommer des représentants qui reflètent la population de la province de l'Ontario.

Le juge en chef désigne bilingues certains postes de la magistrature, dans des régions à forte population francophone. Pour évaluer l'aptitude des candidats à ces postes à instruire un procès en français, il est essentiel que des membres du Comité soient bilingues. En 2019-20, deux membres du Comité maîtrisaient bien l'anglais et le français.

RÉMUNÉRATION DES PERSONNES NOMMÉES

Le tableau suivant présente la rémunération de chaque membre du Comité pour la période de référence allant du 1^{er} janvier 2019 au 31 mars 2020:

Personne nommée	Poste	Taux quotidien	Date de nomination initiale	Date de fin du mandat	Rémunération totale (excluant les dépenses)
Fareed Amin	Président	566 \$	1 ^{er} -mars-2016	28-févr-2022	61 411,00 \$
Sylvie Beauvais	Membre	355 \$	1 ^{er} -mars-2016	28-févr-2019	7 277,50 \$
Gerald Chan	Membre	355 \$	15-août-2017	14-août-2020	34 435,00 \$
Rachel Curran	Membre	355 \$	26-mars-2019	25-mars-2022	22 187,50 \$
Jean Hébert	Membre	355 \$	7-avril-2016	6-avril-2019	6 567,50 \$
Katherine Hensel	Membre	355 \$	4-mai-2018	3-mai-2021	29 820,00 \$
Edward Langley	Membre	355 \$	4-sept-2019	3-sept-2022	7 810,00 \$
Asha Luthra	Membre	355 \$	1 ^{er} -sept-2010	31-août-2019	30 352,50 \$
Brian Mullan	Membre	355 \$	1 ^{er} -juin-2010	12-juin-2022	29 110,00 \$
Kathleen O'Keefe	Membre	355 \$	1 ^{er} -mars-2016	28-févr-2019	7 277,50 \$
Cheryl Siran	Membre	355 \$	29-nov-2018	28-nov-2021	36 920,00 \$
Trevor Townsend	Membre	355 \$	3-mai-2019	2-mai-2022	23 785,00 \$
Gabriel Tremblay	Membre	355 \$	1 ^{er} -mars-2004	28-févr-2019	7 277,50 \$
Karin Vogt	Membre	355 \$	1 ^{er} -mars-2019	28-févr-2022	28 577,50 \$

Frais de déplacement et de repas

Les frais de déplacement et de repas engagés par chaque membre du Comité pour la période de référence sont publiés sur le site Web du Comité à <https://www.ontariocourts.ca/ocj/fr/jaac/ouverte/>.

CONCLUSION

Le Comité a établi des critères et des procédures qui ont donné naissance à un processus juste et impartial de nomination des juges à la Cour de justice de l'Ontario, processus qui, le Comité espère, contribue à faire disparaître toute perception de parti pris ou de favoritisme politique dans les nominations à la magistrature. Il continuera à réévaluer ses critères et procédures. Le Comité s'est efforcé de recommander au procureur général des personnes qui possèdent toutes les qualités requises selon ces critères et qui ont gagné l'estime de leurs confrères et du public.

Le Comité continuera de rechercher l'excellence chez les candidats qu'il recommande en vue d'une nomination à un poste de juge à la Cour de justice de l'Ontario. Il continuera à encourager des personnes appartenant aux groupes désignés à poser leur candidature, afin que l'appareil judiciaire de l'Ontario reflète raisonnablement bien la diversité de la population qu'il sert. La qualité des postulants que le Comité rencontre est impressionnante.

La majorité des membres du Comité sont des personnes qui ne sont pas juristes, qui travaillent pendant la journée et qui consacrent beaucoup de leur temps aux travaux du Comité et exécutent ces derniers avec une grande compétence. En dépit d'une lourde charge de travail, les membres du Comité s'intéressent fortement au processus et tirent une grande satisfaction personnelle de leur participation à ce travail enrichissant.

Voici l'estimation du temps consacré par un membre non juriste du Comité à la procédure de sélection et de recommandation pour combler un poste vacant à la magistrature :

- 1e étape : Examen des candidatures reçues
- en moyenne, il y a 150 candidatures par annonce de vacance
 - 15 minutes pour l'examen de chaque candidature

15 min. x 150 = 2250 minutes = **37.5 heures**

- 2e étape : Vérification des références
- 4 personnes citées en référence pour chaque candidat
 - en presumant que chaque membre doit vérifier les références de 5 candidats et que chaque vérification prend 15 minutes

15 min. x 5 x 4 = 300 minutes (minimum - plus le temps pour rappeler au besoin) = **5 heures**

- 3e étape : Préparation en vue de la réunion de sélection
- en moyenne, 60 candidats font partie de la liste de présélection pour les entrevues
 - temps passé pour examiner les dossiers de candidature ainsi que les notes concernant les contrôles des références et les enquêtes confidentielles
 - 15 minutes par candidat

15 min. x 60 = 900 minutes = **15 heures**

- 4e étape : Réunion de sélection, en moyenne, sélection de 16 candidats sur 60 en vue d'une entrevue
- 3 minutes par candidat

3 min. x 60 = 180 minutes = **3 heures**

- 5e étape : Préparation en vue des entrevues
- en estimant à 15 minutes le temps passé pour examiner chaque dossier de candidature, y compris les notes concernant les contrôles des références et les enquêtes confidentielles; soit, pour 16 candidats

15 min. x 16 = 240 minutes = **4 heures**

- 6e étape : Entrevues, en moyenne, 16 entrevues réparties sur 2 journées
- 45 minutes par entrevue

45 min. x 16 = 720 minutes = **12 heures**

- 7e étape : Évaluation des personnes interviewées
- Discussion sur les mérites respectifs des candidats
 - Recommandation

1 à 2 heures

Estimation du nombre d'heures passées au total par chaque membre non juriste pour combler un poste vacant = **78,5 heures**

En se basant sur une journée de travail de 7 heures, 78,5 heures = **11,21 jours**. Il ne s'agit là que d'estimations.

Les estimations ci-dessus ne tiennent pas compte du temps de déplacement pour se rendre aux réunions du Comité.

De plus, chaque membre du Comité a aussi des tâches administratives liées au maintien des documents confidentiels en rapport avec les travaux du Comité. À l'heure actuelle, il y a quelque 511 dossiers actifs. En moyenne, un dossier contient de 13 à 15 pages et doit généralement être mis à jour une fois par an ainsi qu'à l'occasion de la procédure de sélection pour un poste vacant si la personne en question pose sa candidature.

Je tiens donc à rendre personnellement hommage à chacune et chacun des membres non juristes du Comité ainsi qu'aux membres juristes et avocats pour leur contribution inestimable au système judiciaire de l'Ontario. Je tiens également à remercier le coordonnateur du Comité et le personnel de soutien du ministère du Procureur général pour leur professionnalisme et pour leur précieux soutien au bon déroulement des travaux du Comité.

Très respectueusement,

Le président,



Rachel Curran

ANNEXE I

NOMINATIONS À LA MAGISTRATURE RECOMMANDÉES PAR LE COMITÉ CONSULTATIF SUR LES NOMINATIONS À LA MAGISTRATURE DE JANVIER 2019 À MARS 2020

NOM	LIEU	DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR
Baxter, Evelyn Joan	Kenora	23 mai 2019
Bellmore, Maureen Heather	Toronto	26 mars 2020
Brissette, Philop John	Barrie	26 décembre 2019
Brown, Valerie Leigh	Owen Sound	9 octobre 2019
Calderwood, Deborah Lynn	Welland *	5 mars 2020
Callaghan, Michael James	Toronto	13 février 2020
Camara, Amanda Joy	Hamilton	5 mars 2020
Carnegie, Michael Barry Joseph	London	26 mars 2020
Chamberlain, Joseph André	Toronto	23 mai 2019
Crawford, Lara Ann	Oshawa	14 novembre 2019
Leszczynski, Krista Lynn	Sarnia	13 février 2019
Maylor, David	Toronto	23 mai 2019
Mendes, Heather Ann	Sudbury	23 mai 2019
Moorcroft, Mark Robert	Lindsay	9 octobre 2019
Newton-Smith, Apple	Toronto	13 mars 2019
O'Brien, Janet Lynn	Perth	23 mai 2019
Peeris, Manthri Samantha G.	Toronto	13 février 2020
Porter, David McCrae	Toronto	17 décembre 2019
Pratt, Scott Gregory	Windsor	9 octobre 2019
Vickerd, Marnie Crystal	Windsor	14 novembre 2019
Wells, Kathryn Ann	Brampton	23 mai 2019
Wolfe, Jessica	Gore Bay	13 février 2020

* Indique un poste désigné bilingue

ANNEXE II

**STATISTIQUES RELATIVES À LA DIVERSITÉ SUR LES
NOMINATIONS À LA MAGISTRATURE RECOMMANDÉES PAR
LE COMITÉ CONSULTATIF SUR LES NOMINATIONS À LA MAGISTRATURE
DE JANVIER 1989 À MARS 2020**

DATE DES NOMINATIONS				
Période de rapport	1 ^{er} janvier 2019 – 31 mars 2020		Total global de nominations (janvier 1989 – mars 2020)	
Nombre total de nominations	22		478	
EXPÉRIENCE EN DROIT				
Période de rapport	1 ^{er} janv. 19 – 31 mars 20	% (N=22)	Nombre total	% (N=478)
Pratique privée	8	36.4 %	308	64.4 %
Couronne provinciale	12	54.5 %	114	23.8 %
Procureur fédéral	1	4.5 %	16	3.3 %
Gouvernement	1	4.5 %	40	8.4 %
STATISTIQUES RELATIVES À LA DIVERSITÉ				
Période de rapport	1 ^{er} janv. 19 – 31 mars 20	% (N=22)	Nombre total	% (N=478)
Femmes	14	63.6 %	192	40.2 %
Francophones	0	0	31	6.5 %
Autochtones	4	18.2 %	15	3.1 %
Minorités visibles	3	13.6 %	43	9.0 %
Personnes avec handicap	0	0	1	0.2 %
Groupe ethnique/ culturel*	2	9.1 %	5	1.0 %
LGBTQ2*	2	9.1 %	2	0.4 %

* Depuis le 6 juillet 2017, la formule de renseignements sur le candidat du Comité comporte une section facultative d'auto-identification en matière de diversité, où figurent ces catégories additionnelles.

ANNEXE III

LE COMITÉ CONSULTATIF SUR LES NOMINATIONS À LA MAGISTRATURE BIOGRAPHIES DES MEMBRES

M. Fareed Amin, Toronto (membre non juriste) (président)

Fareed Amin est actuellement directeur général de l'administration à Collingwood. M. Amin a travaillé à la fonction publique de l'Ontario aux paliers provincial et municipal pendant plus de 25 ans. Pendant ses années de service à la fonction publique de l'Ontario, M. Amin a occupé le poste de sous-ministre dans plusieurs ministères, à savoir le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, le ministère de l'Énergie et de l'Infrastructure, le ministère des Affaires municipales et du Logement, le ministère des Services aux consommateurs, le ministère du Développement économique et du Commerce, le ministère des Affaires civiques et de l'Immigration et le ministère des Affaires intergouvernementales. M. Amin a aussi travaillé comme sous-ministre adjoint au ministère des Transports et au ministère des Finances. Au palier municipal, M. Amin a rempli les fonctions de sous-directeur municipal à la ville de Toronto. Il est membre de nombreuses œuvres de bienfaisance et organismes à but non lucratif. M. Amin siège au comité exécutif de Lifeline Syria et préside l'Islamic Institute of Toronto. Il siège également au conseil des gouverneurs du Collège Seneca et de l'Université de Toronto (campus de Scarborough). M. Amin possède un diplôme de premier cycle en géographie appliquée et aménagement du territoire de l'Université de Guyane, un certificat en administration publique de l'Université de Toronto et une maîtrise en administration publique de l'Université Queen's de Kingston, ainsi qu'un certificat en leadership de la Kennedy School of Government de l'Université Harvard, aux États-Unis. Il siège au Comité et le préside depuis 2016.

M. Patrick Boucher, juge principal régional, Sudbury

Le juge Patrick Boucher a fait un baccalauréat ès arts avec spécialisation à l'Université McGill et un baccalauréat en droit à l'Université d'Ottawa. Après avoir été admis au Barreau en 1998, il a exercé en cabinet privé, principalement en droit de la famille et en droit criminel. Depuis sa nomination à la Cour de justice de l'Ontario en 2009, il a été juge et chef de l'administration pour Cochrane-Nord, membre du conseil d'administration de l'Association des juges de l'Ontario, président de la formation pour la région du Nord-Est et membre du groupe de travail du juge en chef sur les pratiques exemplaires de conférence judiciaire préparatoire au procès. Nommé juge principal régional pour la région du Nord-Est en juillet 2015, il est depuis un membre actif de plusieurs des comités de direction du juge en chef et a participé aux travaux concernant le programme de formation de la Cour. Il est actuellement membre du Conseil de la magistrature de l'Ontario. Le juge Boucher est nommé au sein du comité du Conseil de la magistrature de l'Ontario et y siège depuis 2018.

M. Martin Lambert, juge, Timmins

Le juge Martin Lambert a obtenu son baccalauréat en droit à l'Université d'Ottawa en 1984, et a été admis au barreau en 1986. Il a exercé le droit au cabinet Riopelle, Carr, Lambert, Ellery, auquel il était associé, de 1986 à 1992. Il a été procureur de la Couronne dans le district de Cochrane-Nord de 1992 à 1999. Le juge Lambert a ensuite été nommé à la Cour de justice de l'Ontario en 1999. Il a été juge et chef de l'administration à Cochrane de 2001 à 2003; il est juge et chef de l'administration à Timmins depuis 2003. Il a été juge principal régional pour la région du Nord-Est de juin 2012 à juillet 2015. Le juge Lambert est membre de la Conférence des juges de l'Ontario. Il fait partie du comité qui a rédigé les Règles en matière criminelle de la Cour de justice de l'Ontario. Il a siégé au Conseil de la magistrature de l'Ontario d'août 2013 à juillet 2016. Le juge Lambert est nommé au sein du Comité par la juge en chef de la Cour de justice de l'Ontario et y siège depuis 2015.

M. Paul Robertson, juge, Toronto

Le juge Paul Robertson a été nommé à la Cour de justice de l'Ontario en 2003. Il a obtenu son diplôme en droit de l'Université de Toronto en 1988. Il a été procureur adjoint de la Couronne, de 1990 à 1994, et a ensuite travaillé comme avocat de la défense. De 1999 à 2002, il a présidé la section de la justice pénale de l'Association du Barreau de l'Ontario. Depuis sa nomination, il a rempli diverses fonctions dans les tribunaux, dont celle de juge et chef de l'administration local, de co-président de la Toronto Regional Education Conference, d'instructeur du Programme juges en prison de l'Institut national de la magistrature et de conférencier fréquent dans le cadre de colloques de formation juridique. Parmi ses responsabilités actuelles, il représente la Cour de justice au comité de conception du nouveau palais de justice de Toronto et au comité de réaménagement du palais de justice Metro West en nouveau foyer de cautionnement de Toronto, et travaille à l'élaboration et à l'exécution d'un plan de fusion pour la centralisation de l'administration actuelle des tribunaux dans le nouveau palais de justice de Toronto. Avant d'exercer le droit, le juge Robertson a travaillé en aménagement urbain et obtenu un diplôme en études environnementales (géographie urbaine) de l'Université de Waterloo. Le juge Robertson est nommé au sein du Comité par la juge en chef de la Cour de justice de l'Ontario et y siège depuis 2017.

Me Gerald Chan, Toronto (avocat)

Associé chez Stockwoods LLP, Gerald exerce dans le domaine du contentieux pénal, constitutionnel et administratif, et traite de certains dossiers de contentieux civil. Il est intervenu, à titre d'avocat, dans de nombreuses causes devant la Cour suprême du Canada et il est membre de l'Ontario Inmate Appeal Duty Counsel Program (un tableau d'avocats en droit pénal qui plaident pro bono des appels de détenus marginalisés devant la Cour d'appel). Avant d'être admis au barreau, Gerald a été clerc auprès de l'honorable juge Rosalie Silberman Abella à la Cour suprême du Canada. Il est diplômé de la faculté de droit Osgoode Hall, où il a remporté la médaille d'or ex æquo. Gerald a été nommé au Comité par le Barreau de l'Ontario, ce qu'il fait depuis 2017.

Mme Katherine Hensel, Toronto (avocate)

Katherine Hensel est avocate, associée principale et fondatrice du cabinet Hensel Barristers. Elle a été admise au barreau en 2003. Elle a commencé sa pratique en litige auprès de McCarthy Tetrault, à Toronto, et en 2004, elle s'est jointe à la Commission d'enquête sur Ipperwash (commission d'enquête ayant examiné les événements entourant la mort d'un homme de la Nation Anishnaabek, Dudley George) en tant qu'avocate adjointe de la Commission. Katherine a occupé ce poste au sein de la commission jusqu'à la sortie de son rapport en 2007. Toujours en 2007, Katherine s'est jointe au cabinet Stockwoods LLP, à Toronto, qu'elle a quitté pour fonder Hensel Barristers en 2011. Katherine a bâti une pratique diversifiée dont les services sont axés sur les Premières Nations et leurs membres. Elle a fourni des avis et s'est occupée de litiges en liens aux droits ancestraux, aux droits issus de traités et à d'autres droits constitutionnels; à l'obligation de consulter; au droit du travail et au congédiement injustifié; à des affaires commerciales; à des enquêtes publiques (incluant l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées actuellement en cours, dans laquelle elle représente deux parties intéressées); à des enquêtes du coroner; à la compétence inhérente; à la gouvernance; à des affaires du domaine de la protection de l'enfance, et à des affaires criminelles précises. Outre sa pratique en litige, Katherine est également professeure auxiliaire à la Faculté de droit de l'Université de Toronto depuis 2009. En 2012, elle a agi comme conseillère juridique de la Première nation d'Attawapiskat, laquelle a obtenu de la Cour fédérale que la décision du ministre des Affaires autochtones de nommer une tierce partie pour gérer la réserve soit déclarée illégale. En 2013, Katherine a reçu du Native Women's Resource Centre le prix Minaake pour le travail qu'elle a accompli dans le domaine des droits de la personne et son action en faveur de ces droits, ainsi que le prix Arleen Goss Young Advocates' Award de l'Advocate Society. Katherine a été nommée au Comité par l'Association du Barreau de l'Ontario, ce qu'elle fait depuis 2018.

Mme Cheryl Siran, Kenora (avocate)

Cheryl a obtenu un baccalauréat de droit (2005) de Robson Hall, de l'Université du Manitoba, et a été admise au Barreau de l'Ontario en 2006. Elle est actuellement directrice associée du cabinet Hook, Seller & Lundin LLP, à Kenora, où elle exerce principalement dans les domaines des transactions immobilières et des litiges de droit civil et de droit des successions. Cheryl a activement fait du bénévolat dans le milieu juridique tout au long de sa carrière, malgré la difficulté de participer à des activités depuis une région rurale ou éloignée de la province. Cheryl a été présidente de la Fédération des Associations du Barreau de l'Ontario (FOLA), anciennement la County and District Law Presidents' Association (CDLPA). Présidente de mai 2014 à novembre 2015, elle a siégé au conseil d'administration de mai 2011 à mai 2018. En outre, Cheryl siège actuellement au conseil de LibraryCo, après y avoir été nommée en novembre 2015. Cheryl a été nommée par la Fédération des Associations du Barreau de l'Ontario pour siéger au Comité, ce qu'elle fait depuis 2018.

Mme Rachel Curran, Ottawa (membre non juriste)

Avocate de formation, Rachel Curran possède près de 15 ans d'expérience dans le domaine des affaires publiques, y compris une vaste expérience dans la fourniture de conseils stratégiques et politiques au premier ministre du Canada et aux ministres fédéraux et provinciaux du cabinet. En tant que directrice des politiques auprès du premier ministre, Rachel a joué un rôle important dans toutes les questions touchant le gouvernement fédéral, y compris la politique étrangère et de défense, les négociations commerciales, les affaires économiques, l'immigration, le transport, l'énergie et l'environnement, les affaires autochtones, le développement social et les relations intergouvernementales. Elle a été directement responsable de l'établissement et de la mise en œuvre du programme d'action du gouvernement sur une période de quatre ans et a supervisé toutes les grandes initiatives gouvernementales, y compris la préparation du budget fédéral annuel de 280 milliards de dollars. Sur le plan provincial, à titre de chef de cabinet et de conseillère à deux ministres principaux du cabinet, Rachel a fourni des conseils sur un large éventail de questions politiques, stratégiques et législatives liées à la sécurité publique, notamment l'application de la loi, la location à usage d'habitation, la protection des consommateurs, l'assurance automobile, la sécurité routière, le jeu, les licences et permis d'alcool et la vente d'alcool, et la gestion provinciale des urgences. Rachel est présentement associée principale chez Harper & Associates Ltd., une société d'experts-conseils internationale dirigée par l'ancien premier ministre Harper, et est chargée de cours dans le cadre du programme de gestion politique Riddell de l'Université Carleton. Elle est aussi régulièrement invitée à titre de panéliste et de commentatrice à la SRC et contribue régulièrement à la revue Options politiques de l'Institut de recherche en politiques publiques. Elle siège au Comité depuis 2019.

M. Edward Langley, Hamilton (membre non-juriste)

Edward Langley est né à Toronto et a passé la majeure partie de sa vie dans l'ouest de la région du grand Toronto, notamment à Hamilton, où il réside en ce moment. Ayant fait ses études à l'Université Wilfrid Laurier, à Waterloo, il a décroché un baccalauréat en psychologie avec mineure en histoire. Edward a principalement fait carrière dans l'assurance; il est actuellement agent au développement des affaires chez Allstate Assurance du Canada, et détient le titre de professionnel de l'assurance agréé (PAA) ainsi qu'une certification en assurance autre que l'assurance-vie. Edward croit fermement en l'importance de redonner à la communauté. Certifié instructeur de niveau 2 par Hockey Canada, il a été entraîneur pour des équipes de hockey mineur à Toronto et à Mississauga pendant presque 20 ans. Dans le cadre de divers partenariats d'affaires, il a soutenu des organismes comme Les mères contre l'alcool au volant, Centraide et le programme Premier Challenge du club de soccer Saltfleet de Stoney Creek, une initiative locale qui vise à fournir des installations, des uniformes et une instruction aux enfants admissibles de la communauté. Il siège au Comité depuis 2019.

M. Brian Mullan, Hamilton (membre non-juriste)

Brian Mullan est né et a grandi à Hamilton, en Ontario. Policier de carrière et chef du Service de police de Hamilton, il a pris sa retraite en décembre 2009. M. Mullan a déjà été membre de la Commission canadienne des libérations conditionnelles. Il a reçu la Médaille de la police pour services distingués et a été nommé membre de l'Ordre du mérite des corps policiers. M. Mullan possède un baccalauréat en administration des affaires; il est en outre diplômé de la F.B.I. Academy de Quantico, en Virginie, et du prestigieux National Executive Institute du F.B.I. M. Mullan a fréquenté le Collège Mohawk et la Rotman School of Business de l'Université de Toronto, et il a suivi le Bay Area Leadership Program. Membre actif de la collectivité, M. Mullan a présidé le Centre d'accès aux soins communautaires de Hamilton ainsi que le Conseil régional de santé de Hamilton, et il a également été président de la section de l'Est du Canada des Federal Bureau of Investigation National Academy Associates. M. Mullan a déjà été membre du conseil des gouverneurs du Collège Mohawk et vice-président de la St. Joseph's Hospital Foundation. Il siège au Comité depuis 2010.

M. Trevor Townsend, Toronto (membre non-juriste)

Trevor Townsend est né et a grandi à Hamilton, en Ontario. En 1991, il a obtenu un baccalauréat ès arts en sciences politiques à l'Université Western Ontario. Son diplôme en poche, Trevor a fait un bref séjour dans le secteur pharmaceutique avant de passer du côté de la finance à titre de conseiller financier. Il occupe aujourd'hui le poste de vice-président principal, division de gestion de patrimoine à Canaccord Genuity Corporation, à Toronto. Trevor a passé les 25 dernières années à développer son expertise en services-conseils, travaillant auprès d'investisseurs aisés et de sociétés fermées sur les marchés publics. Il s'est également perfectionné dans le secteur des placements, décrochant le titre de gestionnaire de placements agréé (CIM) et celui de Fellow de l'Institut canadien des valeurs mobilières (FICVM). Trevor croit fermement à l'importance de redonner à la communauté, et le bénévolat lui tient grandement à cœur. Il est très fier d'avoir appuyé d'innombrables causes caritatives tout au long de sa carrière. De 2015 à 2018, il a été membre fondateur du conseil d'administration de la Pindoff Family Charitable Foundation. Trevor est présentement membre du conseil d'administration de l'Alma Children's Education Foundation, un organisme qui soutient des initiatives d'éducation des enfants au Pérou et en Bolivie. Il siège au Comité depuis 2019.

Mme Karin C. Vogt, Stoney Creek (membre non juriste)

Karin C. Vogt a connu une longue et fructueuse carrière dans les secteurs privé et public qui lui a permis d'acquérir une riche expérience en développement communautaire et en renforcement de l'expertise. Mme Vogt travaille actuellement pour le Canadian Universities Reciprocal Insurance Exchange (CURIE), où elle appuie directement le directeur général et d'autres directeurs. Plus tôt dans sa carrière, elle a été adjointe de direction auprès du président de Pearson Dunn Insurance Ltd. À titre de gestionnaire de campagne principale chez Centraide pour la région de Burlington et du Grand Hamilton, Mme Vogt a organisé et dirigé la création des politiques, la planification de la gestion et la mise en œuvre auprès des leaders et grands donateurs. En reconnaissance de sa contribution, le Collège Mohawk lui a confié l'enseignement d'un programme sur la commercialisation, la collecte de fonds et les

relations publiques pour les organisations à but non lucratif. Mme Vogt a aussi été coordinatrice pour le conseiller municipal de sa circonscription et conseillère en politiques pour la cité de Hamilton. Ses accomplissements professionnels n'ont d'égal que son leadership et son soutien aux organisations locales. Son rôle de présidente du Canadian Club of Hamilton et du club Rotary d'Ancaster, son soutien aux femmes de tous horizons dans la région d'Hamilton et sa direction de nombreuses collectes de fonds lui ont valu le prix Athena Woman of the Year (décerné par la chambre de commerce de Hamilton) et le prix Citizenship of the Year d'Ancaster. Mme Vogt demeure active dans de nombreuses initiatives communautaires du grand Hamilton. Elle siège au Comité depuis 2019.

Mme Sylvie Beauvais, Ottawa (membre non juriste)
(a pris sa retraite le 28 février 2019)

Mme Sylvie Beauvais est consultante dans les domaines de l'éducation, des affaires internationales et de la santé. Elle est une dirigeante expérimentée et parfaitement bilingue ayant dans son actif plus de 30 années d'expérience dans le milieu collégial, plus précisément dans la direction d'équipes de travail dans l'éducation postsecondaire, la formation professionnelle, le développement des affaires, la recherche appliquée, les affaires internationales et les soins de santé. Mme Beauvais est titulaire d'une maîtrise en éducation - administration scolaire, d'un diplôme d'études supérieures spécialisées en éducation des adultes, d'un baccalauréat en sciences infirmières et d'un diplôme collégial en techniques infirmières. Finalement, elle est membre de l'Ordre des infirmières et infirmiers de l'Ontario. Elle avait siégé au Comité depuis 2016.

M. Jean Hébert, Orléans (membre non-juriste)
(a pris sa retraite le 6 avril 2019)

Résident d'Orléans depuis 1997, Jean Hébert est né au Québec, où il a obtenu son baccalauréat en sciences politiques avec spécialisation en administration publique de l'Université Laval. Depuis 2006, M. Hébert œuvre à titre de consultant dans les domaines de la planification stratégique, des communications stratégiques, et de l'élaboration et de la gestion de projets, de programmes et de politiques. Il possède une riche expérience dans le milieu de l'éducation et auprès des communautés francophones canadiennes en situation de minorité ainsi qu'en rendement organisationnel et en organisation communautaire. M. Hébert a évolué pendant plus de 25 ans au sein de la haute direction de différents ministères provinciaux et fédéraux comme consultant, conseiller principal et chef de cabinet ministériel, ainsi qu'auprès d'une société d'État en tant que conseiller spécial du président du conseil d'administration et directeur au développement des affaires. Il a aussi occupé les fonctions de commissaire industriel dans le domaine du développement économique, notamment dans l'industrie du tourisme. Il s'implique et continue de faire du bénévolat dans sa communauté. Depuis 2011, il est membre du conseil d'administration du Conseil de l'industrie du tourisme de l'Ontario (TICO) – un organisme provincial d'application délégué –, où il a siégé à de nombreux comités sur la vérification, la gestion des risques, la gouvernance et les ressources humaines, ainsi que les examens législatifs et réglementaires. Il est actuellement le président du conseil et siège à tous de celui-ci. Il avait siégé au Comité depuis 2016.

Mme Asha Luthra, Mississauga (membre non-juriste)
(a pris sa retraite le 31 août 2019)

Asha Luthra est titulaire d'un diplôme d'études supérieures de l'Université de Bombay, avec une concentration principale en économie. Elle a débuté sa carrière en tant que conférencière au MV & Lu College mais a ensuite accepté un poste auprès de la division de ventes et de marketing d'Air India. Après avoir immigré au Canada et travaillé pour une société dans le marché de gros, elle a fondé sa propre entreprise, Joy Tours & Travel, ciblant les besoins en matière de voyage et d'hospitalité de groupes particuliers. Mme Luthra est présidente de la société AL Consulting et directrice de la section du développement commercial auprès d'Excelsior Financial Group, société de placements au Canada et en Inde. En outre, elle a été une ardente défenseuse des questions touchant les femmes et membre de l'Indian Junior Chamber pendant un certain nombre d'années. Elle a été la première femme présidente de Jaycees, organisme largement connu, dans l'État de Maharashtra. Elle a été membre de divers organismes bénévoles. De plus, elle a été nommée juge de paix pour l'État de Maharashtra, en Inde. En 2008, elle est devenue la première femme présidente de la Chambre de commerce Indo Canada, fondée il y a 35 ans. Mme Luthra est présidente du Rotary Club of Mississauga Malton et est également membre consultative du Collège Lambton. Elle avait siégé au Comité depuis 2010.

Mme Kathleen O'Keefe, Toronto (membre non juriste)
(a pris sa retraite le 28 février 2019)

Kathleen O'Keefe s'est jointe au Owens MacFadyen Group à titre de conseillère principale en 2018. Avant cela, elle a été spécialiste des avantages sociaux et de l'assurance individuelle pendant plus de 25 ans. Après avoir travaillé pendant six ans pour une importante compagnie d'assurances nationale, elle a ouvert son propre cabinet, Crillion Benefits Advisory Group Inc., en 1999, où elle se spécialisait dans les avantages sociaux et la rémunération des cadres supérieurs. Kathleen est membre fondatrice du Benefits Alliance Group of Canada. Elle a joué un rôle actif de mentor auprès des Grands Frères et Grandes Sœurs de Toronto et a été présidente de la classique annuelle de golf féminin de la Fondation canadienne de l'aide à l'enfance ainsi que membre de son comité annuel des bourses d'études. Elle est membre du Cercle des jeunes bienfaiteurs du Musée royal de l'Ontario et fait partie du cercle des conservateurs de l'AGO. Kathleen détient un diplôme d'études supérieures de l'Université de Guelph, en Ontario. Elle avait siégé au Comité depuis 2016.

M. Gabriel Tremblay, Blind River (membre non juriste)
(a pris sa retraite le 28 février 2019)

M. Tremblay a pris sa retraite en 1999, après 29 années d'enseignement au niveau primaire. Il détient une majeure en sociologie et en science politique de l'Université Laurentienne. Il possède une vaste expérience : conseiller municipal pour la ville de Blind River pendant 24 ans; directeur de l'Association française des municipalités de l'Ontario; membre de la Commission de police de Blind River; président de la Région de la Rive Nord de l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens; président du Conseil de l'église paroissiale Holy Family; président de la filiale 189 de la Légion royale canadienne, dont il est membre à vie (il a en effet servi dans l'Aviation royale du Canada à la fin des années 50); et a été président de la Société de logement sans but lucratif de Blind River. Il demeure actif et est actuellement membre du Conseil d'administration des services du district d'Algoma, où il représente le territoire sans organisation municipale, et a été directeur de la Société de développement de Blind River. Il avait siégé au Comité depuis 2004.